

# VD\_FINDINFO HC / 2016 / 611 vom 20. Juni 2016

VD Tribunal cantonal, 2016-06-20, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd\\_findinfo\\_HC\\_\\_\\_2016\\_\\_\\_611](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_HC___2016___611)

FR: VD\_FINDINFO HC / 2016 / 611 du 20 juin 2016

IT: VD\_FINDINFO HC / 2016 / 611 del 20 giugno 2016

## Regeste

APPEL EN CAUSE | 81 al. 1 CPC (CH), 81 CPC (CH), 82 al. 4 CPC (CH)

## Erwägungen

### E. 1

CPC). Le recours a été déposé en temps utile par une partie qui y a un intérêt digne de protection (art. 59 al. 2 let. a CPC).

#### E. 1.1

Selon l'art. 82 al. 4 CPC (Code de procédure civile du 19 décembre 2008 ; RS 272), la décision d'admission de l'appel en cause peut faire l'objet d'un recours. La question se pose dès lors de savoir si seule la décision d'admission de l'appel peut faire l'objet d'un recours au sens de l'art. 319 let. b ch. 1 CPC ou si tel est le cas également de la décision refusant l'appel en cause. Le Tribunal fédéral considère que la décision de refus d'appel en cause est une décision partielle sujette au recours en matière civile selon la LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral ; RS 173.110; ATF 134 III 379) et que la décision partielle – non expressément traitée par le CPC – peut être assimilée à une décision finale. On pourrait en déduire que la voie de l'appel devrait être ouverte à l'encontre d'une décision refusant un appel en cause. A lire toutefois les versions allemande et italienne de l'art. 82 al. 4 CPC, il appert que sont visées par cette disposition tant la décision d'admission de l'appel en cause que celle de refus (Haldy, CPC commenté, 2011, n. 9 ad art. 82 CPC ; cf. Göksu, Brunner/Gasser/Schwander [éd.], Schweizerische Zivilprozessordnung [ZPO] Kommentar [ci-après : Dike-Komm-ZPO], 2 e éd., 2016, n. 15 ad art. 82 CPC; Frei, Basler Kommentar Schweizerische Zivilprozessordnung, 2e éd., 2013 [ci-après : Basler Kommentar], n. 17 ad art. 82 CPC), interprétation à laquelle s'est ralliée la Chambre de céans (CREC 17 décembre 2014/444; CREC 20 mars 2013/83; CREC 30 novembre 2012/422) et le Tribunal fédéral (TF 5A\_191/2013 du 1<sup>er</sup> novembre 2013 consid. 3.1). La voie du recours est par conséquent ouverte.

#### E. 1.2

Le recours doit être introduit auprès de l'instance de recours – en l'occurrence la Chambre des recours civile (art. 73 al. 1 LOJV [loi vaudoise d'organisation judiciaire du 12 décembre 1979, RSV 173.01]) – dans un délai de 30 jours à compter de la notification de la décision motivée ou de la notification postérieure de la motivation (art. 321 al.

### E. 2

Selon l'art. 320 CPC, le recours est recevable pour violation du droit (let. a) et constatation manifestement inexacte des faits (let. b). S'agissant de la violation du droit, l'autorité de recours dispose d'un plein pouvoir d'examen (Spühler, in Schweizerische

Zivilprozessordnung, Bâle 2010, n. 12 ad art. 319 CPC) ; elle revoit librement les questions de droit soulevées par le recourant et peut substituer ses propres motifs à ceux de l'autorité précédente ou du recourant (Hohl, Procédure civile, Tome II, 2 e éd., n. 2508, p. 452).

### **E. 3.1.1**

Aux termes de l'art. 321 al. 1 CPC, le recours doit être écrit et motivé. Pour satisfaire à l'exigence de motivation, il ne suffit pas de renvoyer aux moyens soulevés en première instance, ni de se livrer à des critiques générales de la décision attaquée. La motivation doit être suffisamment explicite pour que l'instance de recours puisse la comprendre aisément, ce qui suppose une désignation précise des passages de la décision que le recourant attaque et des pièces du dossier sur lesquelles repose sa critique (ATF 138 III 374 c. 4.3.1 concernant l'appel, mais applicable par analogie au recours ; Jeandin, CPC commenté, 2011, n. 4 ad art. 321 CPC et n. 3 a 311 CPC).

### **E. 3.1.2**

Aux termes de l'art. 81 al. 1 CPC, le dénonçant peut appeler en cause le dénoncé devant le tribunal saisi de la demande principale en faisant valoir les prétentions qu'il estime avoir contre lui pour le cas où il succomberait. L'appel en cause tend ainsi à permettre de juger en un seul procès, outre les prétentions entre les parties principales, celles qui en sont les conséquences, soit les prétentions que l'une des parties peut avoir contre un tiers en cas d'issue défavorable du litige (Halvy, La nouvelle procédure civile suisse, Bâle 2009, p. 32). Pour que l'appelant puisse faire valoir ses prétentions à l'égard du dénoncé, il faut que la prétention principale existe (Schwander, Sutter-Somm/Hasenböhler/Leuenberger, ZPO Komm, nn. 12 et 22 ad art. 81 CPC). Il résulte en outre de l'art. 81 al. 1 CPC que la prétention alléguée dans la demande d'appel en cause doit se trouver dans un lien de connexité avec la prétention principale. La demande d'appel en cause doit en effet comporter une prétention que le dénonçant, dans l'hypothèse où il succomberait, pense avoir contre l'appelé en cause. Ainsi, seules les prétentions qui dépendent de l'existence de la prétention de la demande principale peuvent être alléguées dans la demande d'appel en cause, soit, notamment, des prétentions récursoires en garantie et en dommages-intérêts ou des droits de recours contractuels ou légaux. Il doit ressortir de l'argumentation de l'appelant que la prétention qu'il allègue dépend de l'existence de la prétention de la demande principale. Le lien de connexité est suffisant lorsque la prétention telle que présentée par le dénonçant dépend de l'issue de la procédure principale et qu'un intérêt potentiel de revendication est ainsi démontré (ATF 139 III 67, consid. 2.4.3). Des prétentions connexes, liées matériellement avec celles du procès principal, mais dont l'exigence ne dépend pas de l'issue du procès, ne justifie pas l'admission de l'appel en cause (TF 4A\_431/2014 du 31 octobre 2014 consid. 3.3, RSPC 2015 p. 133). A ce stade, le juge se limite donc à examiner s'il existe un lien de connexité entre les prétentions du dénonçant et l'action principale. Pour admettre un tel lien, il suffit que les prétentions invoquées dépendent du sort de l'action principale et que le dénonçant puisse ainsi avoir un intérêt à une action récursoire contre le dénoncé; cet examen s'effectue sur la base des allégués du dénonçant (ATF 139 III 67 consid. 2.4.3, SJ 2013 III 533 ; TF 4A\_467/2013 du 23 janvier 2014, consid. 2.1).

### **E. 3.2**

A l'appui de son recours, le recourant rappelle tout d'abord brièvement les faits et la théorie en lien avec l'art. 81 CPC. Puis, en guise de motivation, il soutient que la servitude en

question serait une servitude foncière et non personnelle, son utilisation et son éventuelle contrepartie de 80'000 fr. étant intrinsèquement liées à la propriété de la parcelle n o [...], et que les propriétaires de celle-ci seraient ainsi les débiteurs de F.\_\_\_\_\_. Sur cette base, le recourant reproche au premier juge d'avoir retenu qu'il invoquait uniquement un défaut de légitimation passive à l'appui de sa requête d'appel en cause et que même à supposer qu'il ait effectivement la légitimation passive, il n'avait pas rendu suffisamment vraisemblable son intérêt à prendre des conclusions récursoires à l'encontre des autres copropriétaires. Pour le surplus, le recourant se réfère aux moyens soulevés dans la partie droit de sa requête d'appel en cause du 27 août 2015. A lire les griefs du recourant, on ne voit pas en quoi le jugement attaqué serait critiquable. Il est effet pleinement justifié d'avoir considéré qu'à défaut de légitimation passive – ce que tend en définitive à démontrer l'argumentation soutenue par le recourant –, il n'y a pas matière à appel en cause. A cela s'ajoute que le recourant ne combat pas la motivation subsidiaire du magistrat, selon laquelle il n'aurait pas rendu suffisamment vraisemblable son intérêt à prendre des conclusions récursoires à l'encontre des appelés ; il ne suffit pas à cet égard de dire que la servitude concernée est une servitude foncière et non pas personnelle. Le recourant ne peut se borner à renvoyer à ses écritures de première instance ou à des actes précédents de la procédure (cf. TF 4A\_580/2015 du 11 avril 2016 consid. 2.2, destiné à la publication). Au surplus, il est douteux que l'existence d'une servitude foncière suffise, en tant que telle, à fonder des prétentions récursoires de l'appelant contre les copropriétaires de la PPE, question qui n'a pas cependant pas à être tranchée ici.

#### **E. 4**

En définitive, le recours doit être rejeté, dans la faible mesure de sa recevabilité. Vu l'issue du litige, les frais judiciaires de deuxième instance, arrêtés à 1'100 fr. (art. 69 al. 1 et 70 al. 2 TFJC [tarif du 28 septembre 2010 des frais judiciaires civils ; RS 270.11.5]), seront mis à la charge du recourant, qui succombe (art. 106 al. 1 CPC). Il ne sera pas alloué de dépens, les intimés n'ayant pas été invités à se déterminer. Par ces motifs, la Chambre des recours civile du Tribunal cantonal, en application de l'art. 322 al. 1 CPC, prononce : I. Le recours est rejeté dans la mesure où il est recevable. II. Le jugement est confirmé. III. Les frais judiciaires de deuxième instance, arrêtés à 1'100 fr. (mille cent francs), sont mis à la charge du recourant Q.\_\_\_\_\_. IV. L'arrêt motivé est exécutoire. Le président : La greffière : Du 22 juin 2016 Le dispositif de l'arrêt qui précède est communiqué par écrit aux intéressés. La greffière : Du L'arrêt qui précède, dont la rédaction a été approuvée à huis clos, est notifié en expédition complète, par l'envoi de photocopies, à : ■ Me Dan Bally (pour Q.\_\_\_\_\_), ■ Me Luc Pittet (pour F.\_\_\_\_\_), - Me Raphaël Brochellaz (pour la communauté des propriétaires d'étages de la PPE « N.\_\_\_\_\_ » et Y.\_\_\_\_\_ Sàrl), - C.\_\_\_\_\_, - K.\_\_\_\_\_, - A.\_\_\_\_\_, - L.\_\_\_\_\_, - E.\_\_\_\_\_. La Chambre des recours civile considère que la valeur litigieuse est supérieure à 30'000 francs. Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière civile devant le Tribunal fédéral au sens des art. 72 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral – RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Dans les affaires pécuniaires, le recours en matière civile n'est recevable que si la valeur litigieuse s'élève au moins à 15'000 fr. en matière de droit du travail et de droit du bail à loyer, à 30'000 fr. dans les autres cas, à moins que la contestation ne soulève une question juridique de principe (art. 74 LTF). Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent la présente notification (art. 100 al. 1 LTF). Cet arrêt est communiqué, par l'envoi de photocopies, à : ■ M. le Président du Tribunal civil de l'arrondissement de l'Est

vaudois. La greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.